

Hollande : « Prochaine réforme, le lycée »

Le président de la République a fait sa rentrée hier avec des élèves d'Orléans. Sur fond de sécurité renforcée, ce rituel a été l'occasion de dresser un bilan des réformes réalisées et d'annoncer les prochaines.

Plus de douze millions d'élèves ont repris hier le chemin de l'école, l'occasion pour le chef de l'État de défendre son bilan éducatif.

Accompagné de la ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem, François Hollande s'est rendu dans une école et un collège d'Orléans. C'était déjà dans cette ville en 2012, que le candidat Hollande

avait présenté les grands axes de son projet éducatif, qualifié de priorité de son mandat.

Après avoir évoqué de bons résultats en matière de décrochage scolaire et d'accès au numérique, François Hollande a défendu les rythmes controversés des réformes scolaires et du collège. « L'école ne peut pas rester immuable. Nous l'avons bougée dans le bon sens mais il faut du temps » a-t-il répondu aux critiques.

Il est même allé plus loin en annonçant l'orientation qu'il comptait donner à de nouvelles réformes éducatives : « Le lycée doit être maintenant la prochaine étape de nos réformes », a-t-il dit, précisant que cela concernait aussi bien le

lycée général que l'enseignement professionnel qui doit être tourné « vers les métiers d'avenir ».

Une rentrée « pas comme les autres »

Inévitablement, François Hollande a souligné l'atmosphère particulière de cette rentrée : « Elle n'est pas comme les autres parce que nous savons dans quel contexte nous avons été obligés de la préparer. » 3 000 réservistes de la gendarmerie ont en effet été sollicités afin d'assurer la sécurité de tous durant cette rentrée des classes.

Commentant cette mobilisation, le président de la République a assuré : « Ma res-

ponsabilité c'est de faire en sorte que chaque élève puisse aller à l'école sans avoir peur et que les parents puissent également être rassurés. »

François Hollande a tenu à rappeler que la situation du pays ne doit pas créer de climat lourd ou de suspicion dans les établissements scolaires : « Chacun, chacune doit savoir que l'école, c'est l'école de tous. »

A proximité des écoles mais tenus à distance, des manifestants ont protesté contre la loi Travail, d'autres contre le projet de fermeture d'un site de Philips dans le Loir-et-Cher. Des opposants gabonais ont aussi réclamé l'intervention de la France après l'élection d'Ali Bongo.



François Hollande et Najat Vallaud-Belkacem dans un collège à Orléans à l'occasion de la rentrée scolaire hier. AFP

Un Briançonnais intègre la Terminale à 13 ans

Timoté Conrad a 13 ans. Aujourd'hui, il va intégrer la Terminale au lycée d'Altitude de Briançon, un fait rare à cet âge-là.

À 5 ans et demi, on estimait son quotient intellectuel à 156. Pour comparaison, la moyenne en France est de 98, et celui d'Albert Einstein a été évalué à 160. À 9 ans, le Briançonnais intégrait la 5e.

Entre-temps, il prouvait déjà son ambition en allant étudier trois mois en Australie, puis quelques semaines en Irlande. Timoté Conrad a choisi l'enseignement de la science de l'ingénieur. Au bac de français, l'année dernière, il a obtenu 15 à l'écrit, 17 à l'oral, et 19 pour ses tra-



Timoté Conrad en terminale à seulement 13 ans. Photo Le DL

vaux personnels encadrés (TPE). « J'espère continuer dans une université aux États-Unis, au MIT ou à Harvard. Je voudrais être ingénieur, construire quelque chose, voyager beaucoup », témoigne-t-il.



100 % des lycées sécurisés d'ici fin 2017 en Auvergne-Rhône-Alpes

Première rentrée en tant que président de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour Laurent Wauquiez. À cette occasion, l'élu Les Républicains a visité le lycée Gallée de Vienne (Isère), l'un des 15 établissements de la région à être équipé de portiques de contrôle à l'entrée. « Je souhaite que notre région soit la première en terme de sécurité », a annoncé Laurent Wauquiez, qui a ajouté que 100% des lycées de la région seront sécurisés d'ici fin 2017. Il a par ailleurs écrit au Premier ministre afin de lui demander un contrôle du personnel avant toute nouvelle embauche, notamment via le fichier S.

Photo Le DL / Flavien OSANNA

Grenoble : « l'instit » retiré après la manif des parents

Hier matin, les parents d'élèves de l'école Bizanet à Grenoble ont été soulagés d'apprendre que le professeur affecté à la classe de petite et moyenne section de maternelle, après deux ans de suspension par l'Éducation nationale pour « comportement agressif » et « mesures vexatoires » envers ses élèves, a finalement été retiré de sa classe.

La veille, ils étaient entre 150 et 200 à se mobiliser, certains menaçant même de ne pas faire la rentrée voire de déscolariser leurs enfants.

Ce professeur « est décrit comme un pervers narcissique et un manipulateur », explique Delphine Ropers,

présidente de l'association des parents d'élèves. « Il aurait, par exemple, privé des enfants de repas, humilié une petite fille et nommé Hitler comme un grand personnage du XX^e siècle... »

En présence de la députée Geneviève Fioraso et de la rectrice de l'académie de Grenoble, Claudine Schmidt-Lainé, le directeur de l'établissement a annoncé aux parents que l'homme ne viendra pas dans cette école. L'inspection académique a invoqué le « risque de trouble à l'ordre public » pour justifier cette décision, a indiqué le cabinet de la rectrice. « Merci pour nos enfants », ont crié les parents, soulagés.

PRÉSIDENTIELLE

MARTINE AUBRY SUR MACRON : « ENFIN ! »

Martine Aubry ne porte pas Emmanuel Macron dans son cœur. Interrogée hier sur la démission du ministre, elle a fait court et pas fait dans la langue de bois : « Enfin ! ».

PRIMAIRE DE LA DROITE : GEOFFROY DIDIER AVANCE

Geoffroy Didier, candidat à la primaire, assure qu'il a réuni le parrainage de 2500 adhérents LR. En revanche, il n'a toujours pas les paraphes des 250 élus dont 20 parlementaires. Il a jusqu'au 9 septembre pour les recueillir.

MANIF POUR TOUS : FILLON PLUTÔT QUE MARITON

« Sens commun », le mouvement politique issu de la Manif pour tous, a décidé de soutenir François Fillon pour la primaire de la droite et pas Hervé Mariton, qui a pourtant été de toutes les manifs. Le but, choisir un candidat qui peut gagner la primaire. « Je respecte leur décision mais je ne pense pas que François Fillon puisse gagner », tacle le député drômois Hervé Mariton.

BRUNO LE MAIRE VEUT SUPPRIMER L'ENA

On peut être énarque et supprimer l'ENA. C'est le cas de Bruno Le Maire qui estime que l'école qui forme les hauts fonctionnaires a vécu. Il propose « une école d'application à laquelle les hauts fonctionnaires les plus méritants pourront avoir accès au bout de dix ans. »